



LES DOSSIERS DE VISA

N° 5 - Décembre 2018

Ces gilets bruns qui polluent les gilets jaunes

Les tentatives de manipulation et de récupération du
mouvement social des « Gilets jaunes » par l'extrême droite

www.visa-isa.org

L'objectif de ce dossier est d'informer les militants syndicaux et du mouvement social sur les projets de manipulation visant à récupérer et dénaturer le mouvement des « gilets jaunes ».

Nous voulons éclairer les méthodes employées par les différentes « factions » de l'extrême droite, qu'elles soient institutionnelles comme, entre autres, le Rassemblement National (RN) et Debout la France (DLF), ou groupusculaires avec des références assumées à l'idéologie fasciste et antidémocratique (Identitaires, GUD, royalistes...). Lorsque l'extrême réussit à infiltrer localement le mouvement des « Gilets Jaunes », le danger et les dérives qui en découlent constituent un danger mortel pour les mobilisations d'aujourd'hui et à venir.

Il n'est, pour VISA, nullement question de réduire la portée et la légitimité de ce mouvement et il nous paraît important ici de citer le travail d'un collectif comptant près de 70 personnes (enseignants-chercheurs, des chercheurs au CNRS et à l'INRA, des docteurs sans poste, des étudiantes et étudiants...) présentant dans une tribune au « Monde » le 11 décembre, les premiers résultats d'une étude détaillée qui s'appuie sur 166 questionnaires distribués sur des ronds-points et lors de manifestations. Cette étude révèle qu'un tiers des GJ interrogés refusent de se situer politiquement. Mais parmi les autres, quelque 5% se situent à l'extrême droite, 13% à droite, 6% au centre, 16% à l'extrême gauche et... 46% à gauche.

VISA tient donc seulement ici à apporter sa contribution par le prisme qui a toujours été le sien : armer la vigilance des militant-e-s inscrits dans les mobilisations sociales et (ou) syndicales pour qu'ils et elles puissent repérer et combattre, avec la plus extrême fermeté, les tentatives de récupération et de dévoiement de ces luttes par l'extrême droite.

Les faits recensés dans ce dossier s'arrêtent au 14 décembre, veille de l'acte V.

Le ras-le-bol accumulé ces 30 dernières années est arrivé à son comble. Trente ans que les mêmes politiques libérales attaquent les salariés, les retraités, les personnes en grande précarité dans leurs droits et leurs conditions de ressources. Cette politique ultralibérale et antisociale a été développée par tous les gouvernements, quelles que soient leurs couleurs politiques.

Ce ras-le-bol des classes populaires devait finir par arriver. Et cette colère a pris la couleur du jaune et se porte en gilet. Dans certaines villes, des syndicats convergent avec ce mouvement, les militant.es ont avec ce dossier des éléments objectifs et avérés pour contrecarrer l'audience et les agissements de l'extrême droite, pire ennemie des salarié.es.

Depuis des années, et en particulier depuis la « crise » de 2008, les syndicats font entendre leur voix et n'ont pas cessé de se mobiliser et d'agir. Ils organisent des grèves et défilent en réunissant régulièrement des centaines de milliers de personnes. Et pourtant, le rouleau compresseur libéral a poursuivi son office sans discontinuer. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant qu'une partie des classes populaires se tourne vers des formes nouvelles de mobilisation telle que celle des gilets jaunes. Il y a de quoi se réjouir de voir enfin trembler le pouvoir devant cette colère légitime.

Mais il est moins réjouissant de voir que l'extrême droite a tenté dès le départ de s'immiscer dans le mouvement. Si les gilets jaunes ont de bonnes raisons d'exiger la justice sociale, pour l'extrême droite, ce n'est qu'un moyen de gagner en influence afin d'arriver au pouvoir.

Faisons tomber les masques : les revendications de l'extrême droite se situent à mille lieues de la justice sociale. Des manifestations ont eu lieu et d'autres viendront ; syndicalistes, jeunes et gilets jaunes marcheront de plus en plus souvent côte à côte. Mais l'extrême droite sera là aussi. Il est donc nécessaire de faire le point sur ceux qui souhaitent profiter du mouvement des gilets jaunes pour des raisons peu avouables...

La tentative d'infiltration et de récupération de ce mouvement par l'extrême droite est apparue très tôt par la création de plusieurs groupes Facebook sur des revendications où se joignent pêle-mêle le retour du 90 km/h sur les routes départementales, la peine de mort pour les pédophiles, la fin des radars et autres sujets assez porteurs sur un électorat d'extrême droite. Facebook pullule de groupes en ce sens : « jour de colère », « colère en France » et de vidéos, pétitions pour accrocher la colère. C'est l'effet de cette mouvance complotosphère, fachosphère sur des personnes déjà sensibles à de nombreuses *fake news* et sorties de l'ombre : voilà d'où sortent certains « leaders autoproclamés » du mouvement, mais pas tous. La fameuse vidéo de Frank Buhler, pourtant identifié comme ex-militant du RN (qui en avait été suspendu pour des propos racistes) puis responsable régional du parti Debout la France, islamophobe convaincu, ne changea pas sa médiatisation, ainsi que pour les autres qui suivirent épinglés tour à tour dans la presse.

La vidéo de Frank Buhler, appelant à se rendre « par tous les moyens, à pied, à cheval ou en voiture », à Paris le samedi 24 novembre 2018, était l'une des deux vidéos massivement consultées qui appelaient – en parallèle – à cette première journée de protestation devenue massive à Paris. Il était déjà l'auteur d'une vidéo de mobilisation en octobre dernier, qui aurait été visionnée 3,4 millions de fois sur Internet au cours des premières semaines. Là encore, précisons que Frank Buhler ne représente évidemment pas la totalité du mouvement, et encore moins la totalité des personnes qui ont répondu – pour des motivations sociales et économiques différentes – aux différents appels à manifester.

Marine Le Pen et ses potes du RN

Le bureau exécutif du RN a décidé, le 19 novembre 18, de soutenir le mouvement des gilets jaunes, tout en gardant une certaine distance. Cette stratégie est la même que celle mise en œuvre à l'occasion des « manifs pour tous » entre 2012 et 14 : Marine

Le Pen ne s'affiche pas dans la rue mais ses lieutenants labourent quand même le terrain. La présidente du FN avait cependant affiché son soutien en public, dès le 26 octobre 2018 sur « Europe 1 », aux appels - qui commençaient alors à circuler sur les réseaux sociaux – à des blocages pour le 17 novembre suivant.

Cela dit, au nom d'un « apolitisme » revendiqué du mouvement, les militant-e-s du RN, comme celles et ceux d'autres partis, sont rarement les bienvenu-e-s en tant que tels sur les rond-points occupés par le mouvement ; mais ce propos ne vaut pas partout. En Savoie, en Vaucluse et dans le Lot-et-Garonne notamment, l'extrême-droite a été visible dans les actions. A Etaples (Pas-de-Calais), où un conseiller municipal a été blessé (le 17 novembre 18) par une voiture en se trouvant sur un barrage des Gilets jaunes, il s'agissait d'un élu du FN, Francis Leroy.

Lors des manifestations parisiennes des samedis (17 novembre, 24 novembre, 1^{er} décembre et suivants), les choses étaient différentes, l'effet de masse leur permettant d'être présents sans être contestés. « *On fait confiance aux gilets jaunes pour faire le bon choix dans le secret de l'isoloir. Nous n'avons pas besoin d'en rajouter, c'est une évidence* », a déclaré par ailleurs le porte-parole du RN, Sébastien Chenu.

Dans cette logique, le RN demande la dissolution de l'Assemblée Nationale, tentant de s'ériger par cette offensive en « première force de l'opposition ».

Du côté des « porte-parole » des gilets jaunes, dont la légitimité a été contestée dans plusieurs régions dès l'apparition de huit « porte-parole nationaux » (le 26 novembre) l'omniprésence médiatique de Christophe Lechevallier à Limoges démontre que des militants du RN arrivent à s'imposer comme leader dans la mobilisation.

Pour VISA, il est nécessaire de marteler que le FN devenu RN s'est toujours opposé à une augmentation du SMIC au motif qu'elle pénaliserait les patrons français, sauf à augmenter – comme Marine Le Pen l'a proposé lors de sa campagne présidentielle en 2012 – le « *salaires direct* » en asséchant les caisses sociales par la diminution de cotisation (une idée pas si étrangère à Emmanuel Macron actuellement ?). Il est aussi fondamental de rappeler que les situations de chaos et de violences font le lit des théories sécuritaires et racistes du RN sur l'Etat fort.

En parallèle, le RN poursuit sans relâche sa campagne anti-migrants en arrosant les réseaux sociaux de slogans mensongers tels que « *Pacte de Marrakech, leur projet mondial pro-migrants* » ou « *Alerte, Macron prépare la submersion de la France avec la complicité de l'ONU* ». Ce faisant, le RN – tout comme d'autres forces d'extrême droite – a tenté d'intéresser le mouvement protestataire au dit « Pacte de Marrakech », texte juridiquement non contraignant et d'ordre plutôt symbolique, signé lors d'une conférence des Nations Unies au Maroc, le 10 décembre 2018. Ce thème a été de plus en plus présent dans le discours du RN, à propos des motifs de protester, au fil des semaines. Simple hasard : le 20 novembre 2018, des "migrants" (comme ils disent) ont été «arrêtés» sur un barrage tenu par certaines Gilets jaunes, à Flixecourt dans la Somme, puis remis à la gendarmerie. Le tout étant accompagné de propos racistes et des fantasmes de violences exprimés par certains (« *Nous ferons un grand*

barbecue »), qui auront amené la CGT des douanes à porter plainte contre les personnes impliquées.

Enfin, Marine Le Pen s'est fendue d'une lettre ouverte, le 7 décembre dernier, où elle déclare : « *Dans les moments qui engagent la paix civile, il m'apparaît utile de réaffirmer notre attachement à la République, à ses valeurs et tout particulièrement au régime politique, dont le général de Gaulle nous a fait les héritiers* » et que « *La France ne souffre pas de l'institution présidentielle* ». A travers cette initiative, elle tentait, après être apparue – aux yeux de ses partisans – comme la première opposante soufflant sur les braises de la protestation, de se hisser cette fois-ci à la stature d'une « femme d'Etat ».

Elle poursuit ensuite sur les fondamentaux du FN devenu RN: la crise de représentativité syndicale ; l'impôt qui sert à accueillir les migrants ; l'attitude des banques envers les plus modestes et les petites entreprises ; les critères d'attribution des HLM... Un magnifique exercice de tentative de récupération sans le dire, mais en le faisant comme d'habitude... par la manipulation de la souffrance et de la colère d'une partie de plus en plus importante de la population !

Nicolas Debout la France

Les passerelles entre le RN et DLF sont nombreuses. Un soutien affiché des gilets jaunes en est l'emblème, Frank Buhler, délégué de la 1ère circonscription du Tarn-et-Garonne de Debout La France (DLF), le parti de Nicolas Dupont-Aignan. Cet agitateur avait fait un passage remarqué au FN entre mai 2016 et avril 2018. Son chef de parti lui-même, Dupont-Aignan, était d'ailleurs l'un des premiers politiques à afficher publiquement - et très bruyamment, dans son cas – son soutien aux premiers appels à des blocages des routiers, lors d'un passage sur RMC du 26 octobre 18.

Le 4 décembre dernier, Dupont-Aignan a d'ailleurs présenté une proposition de loi reprenant une partie des revendications des « gilets jaunes », proposant notamment l'annulation des taxes sur les carburants et l'énergie, l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités, une réforme du statut des travailleurs détachés, et le rétablissement de l'ISF... sauf pour ceux qui réinvestissent leur fortune en France. A noter la belle hypocrisie consistant à continuer d'exonérer certains contribuables fortunés de l'ISF et l'opportunité malsaine concernant les travailleurs détachés.

Notons aussi la présence très médiatique de Benjamin Cauchy, un temps porte-parole auto-proclamé des Gilets jaunes à Toulouse. Ce proche de Debout la France mais aussi du groupuscule fasciste de l'Union Corporative pour le Défense et l'Entraide Languedocienne (UCODEL) s'est finalement fait évincer par les Gilets Jaunes de Toulouse, ce qui est à souligner comme une des grandes et positives réactions de ce mouvement contre l'intrusion de l'extrême-droite.

L'Action française

Samedi 8 décembre 18, vers 11 heures, une trentaine de gilets jaunes organisés en peloton remontèrent l'avenue Hoche (à Paris 16) au pas cadencé, proche de celui de l'oie. Ce petit groupe de militants de l'Action française, mouvement d'extrême droite

royaliste, nationaliste et maurrassien, n'a que faire du prix du diesel. Il arbore un drapeau bleu à fleurs de lys et hurle : « *A bas la République !* » et « *Français !, Européens !* ». Sur les pages FB de l'AF, ses militants posent en gilets jaunes et cagoulés, ils ne s'en cachent même pas...

Benedetti, Gabriac, Ryssen

Vielles figures de l'extrême droite radicale, ils reprennent du service. Yvan Benedetti – après avoir été exclu du FN en juin 2011 pour des propos ouvertement antisémite, et après avoir été le dirigeant principal du groupuscule antisémite L'Œuvre française depuis 2012, jusqu'à son interdiction en juillet 2013 – dirige désormais le plus minuscule PNF (Parti nationaliste français). Alexandre Gabriac, également exclu du FN (en 2010, pour s'être affiché avec un salut fasciste sur Facebook au moment même des élections régionales auxquelles il était candidat), avait dirigé les Jeunesses nationalistes (JN), devenues organisation de jeunesse de L'Œuvre française et interdites avec elle. Il milite désormais pour Civitas, un groupement d'extrême droite catholique ultra- traditionaliste.

On retrouve ces cadres fascistes sur les ronds-points ou sur les lieux d'affrontement à Paris, médiatisant leur présence via les réseaux sociaux et Twitter. Yvan Benedetti a cependant été repoussé par d'autres manifestants, le 1^{er} décembre 2018 à Paris.

La palme revient à Hervé Ryssen, ancien membre du Front National au début des années 1990, négationniste affiché. Hervé Lalin de son vrai nom, âgé de 51 ans et diplômé d'une maîtrise d'histoire, a rejoint ensuite le Groupe union défense (GUD) et Unité radicale (UR), prédécesseurs respectifs du « Bastion social » et de la mouvance identitaire dans les années 1990. L'homme qui se présente lui-même comme « *raciste* », « *antisémite* » et « *antijuifs* », figurera en gilet jaune à la couverture de Paris Match, le 6 décembre 2018... (La direction du magazine s'est depuis excusée pour ce regrettable choix d'une représentation du mouvement par l'image, qui semble être dû à une négligence.)

Le Bastion « social »

Les fascistes du Bastion « social » se sont eux aussi illustrés par un soutien aux gilets jaunes, que ce soit par le biais de leurs publications sur facebook, mais aussi en y apparaissant, comme à Marseille lors d'un rassemblement le 24 novembre dernier.

La présence de groupes fascistes violents

A Paris notamment, plusieurs dizaines de militants fascistes très organisés et très violents se sont illustrés dans les affrontements autour des Champs-Élysées lors des différentes manifestations des samedis. Si certains ont pu être éjectés par des groupes d'antifascistes, cela n'a malheureusement pas été souvent le cas au sein des GJ. Ainsi, de nombreux GJ, militants de gauche organisés ou « simples citoyens » ont ainsi pu se retrouver « côte à côte » avec des fascistes face à la police.

VISA tient ici à affirmer haut et fort que « non, l'ennemi de mon ennemi n'est pas mon ami ! ». Rien de bon ne surgira d'une alliance, objective ou non, consciente ou non, avec l'extrême droite !

L'idée de « régler son compte à Macron » - quitte à «s'allier» aux fascistes et ensuite s'occuper de ces derniers - est d'une dangerosité extrême, ce que l'histoire a montré à de trop nombreuses reprises.

Les conspirationnistes

Pour avoir sous-entendu, dans une vidéo publiée en direct sur Facebook, que l'attentat meurtrier du 11 décembre 18 à Strasbourg n'était pas un « *vrai attentat* », Maxime Nicolle, l'un des Gilets jaunes les plus médiatiques de ces dernières semaines, a suscité une réprobation presque unanime. Il y a quelques jours, le même Maxime Nicolle annonçait l'éclatement imminent d'un scandale d'État soi-disant capable de provoquer rien de moins qu'une « *troisième guerre mondiale* ». Peu après, il faisait tribune commune avec Étienne Chouard, l'une des figures de la complotosphère francophone, qui, par le passé, a, par exemple, expliqué que les véritables terroristes étaient les gouvernements et qu'« *on se fout de la gueule du monde avec les "terroristes" entre guillemets* ».

Tout aussi inquiétant est le peu de prise de distance avec des personnages comme l'antisémite Dieudonné M'bala M'bala, à qui des Gilets jaunes ont réservé un accueil des plus chaleureux sur un rond-point alors même qu'il est poursuivi par la justice pour organisation frauduleuse de son insolvabilité.

Si l'on ne peut affirmer catégoriquement que le complotisme est réellement plus présent dans ce mouvement que dans d'autres, on ne connaît pas, en revanche, de figure marquante du complotisme francophone qui n'ait revêtu le gilet jaune. Les sites complotistes les plus consultés et les comptes Facebook les plus influents de la complotosphère se sont mis au diapason du mouvement.

La palme en la matière revient sans nul doute au « Conseil national de transition » qui, sous son ancienne appellation « mouvement du 14 juillet », avait réuni 300 personnes lors d'une manifestation, le 14 juillet 2015, dans le but avoué de prendre le pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire. Un exemple de leur communication : « *Les politiciens ont signé (en toute discrétion) au nom de la France, l'accord pour légaliser la pédophilie, pourquoi les Français n'en ont-ils pas été informés ?* ».

Le 28 novembre 2018, ce même « Conseil national de transition » a créé le « Conseil national des gilets jaunes » et a atteint des sommets de crétineries. A la lecture de leur communiqué de presse rédigé à l'issue de cette réunion, qui demande rien de moins que « *l'arrestation de Macron et des membres du gouvernement* » ainsi que « *l'abolition de la République* », on ne peut être qu'effaré-e du nombre d'internautes qui tombent sous leur charme. Certaines vidéos du « Conseil national de transition » ont été vues des millions de fois sur Internet ! Pour des gens qui entrent en politique, qui sont un peu perdus, il y a un risque énorme qu'ils se tournent vers ce genre de mouvements qui sont potentiellement des portes d'entrée vers l'extrême droite.

Les conjoints Ménard et les GJ

Robert Ménard, maire de Béziers élu avec le soutien du FN en 2014, a très rapidement « soutenu » les GJ dans une entreprise évidente de récupération. Dès le lundi 12 novembre 18, la Directrice générale des services (DGS) de la mairie a envoyé un mail à tous les responsables des différents pôles municipaux : « *M. le Maire voudrait que dès aujourd'hui, nous mettions les gilets jaunes sur les sièges de tous nos véhicules municipaux en soutien au mouvement national contre la hausse du gasoil. Merci de mettre en œuvre au plus tôt.* »

Puis après avoir fabriqué des affiches municipales de soutien avec ce titre : « *Macron m'a tué* », Robert Ménard a fait venir des véhicules de la mairie en haut des Allées, le 17 novembre, pour protester contre la hausse de carburant. Le 24 novembre, il est encore apparu lors de la manifestation locale qui a rassemblé près de 300 personnes. De son côté, la députée Emmanuelle Ménard – son épouse - s'est rendue sur des rond-points autour de Béziers où les GJ lui ont remis un cahier de doléances et lui ont tendu le micro. Elle s'en vantera devant un grand public, lors d'une émission / débat sur le sujet, le 6 décembre 18 sur BFMTV.

Enfin, le 26 novembre, au conseil municipal, Robert Ménard et tous les membres de sa majorité se sont présentés habillés de gilets jaunes à la mairie.

La question de l'immigration et des réfugiés

Dans le cahier de revendications publié au nom des Gilets jaunes (dont la représentativité a fait débat dès sa publication, le 26 novembre 18), le traitement de la question des immigré-e-s et des réfugié-e-s pose un véritable problème à nos yeux. Tout d'abord, on peut se demander pourquoi il fallait aborder cette question dans une plate-forme revendicative de 42 propositions, tournant essentiellement sur des questions économiques et de gouvernance.

Si le cahier de revendications insiste heureusement sur le digne accueil qu'il devait être réservé aux demandeurs d'asile (point 19), il indique également que les demandeurs d'asile n'ayant pas obtenu le statut de réfugié devront être « *reconduits* », autrement dit, expulsés vers leurs pays d'origine (point 20). On parle ici de la majorité des cas car la procédure pour obtenir le statut de réfugié est complexe et repose en grande partie sur le fait d'arriver, ou non, à prouver qu'on est en situation de danger dans son pays.

Ce point de vue n'est pas propre à l'extrême droite, car les partis de gouvernement tentent également d'organiser le départ des personnes déboutées du droit d'asile, la dernière loi en matière d'asile et immigration (10/9/2018) insistant particulièrement sur ce point.

Mais les partis de gouvernement tentent précisément de répondre ainsi électoralement à la pression de l'extrême droite ; et le fait de présenter ce point – la reconduite des déboutés du droit d'asile – comme une revendication semble suggérer que les gouvernants ne feraient pas assez en la matière. Ces points de vue ne sont pas uniquement réservés à l'extrême droite, mais sont utilisés par celle-ci, dans le débat public, pour indiquer que ses thèses seraient de plus en plus « validées ».

Pire, un texte intitulé « *Charte officielle des 25 revendications des Gilets Jaunes* », apparu début décembre - dont l'origine n'est pas très claire, dont la représentativité semble très contestable, mais qui a reçu plusieurs centaines de milliers de clics sur Internet – comporte un point 24 ainsi rédigé : « *Immigration : empêcher les flux migratoires impossibles à accueillir ni à intégrer, étant donné la profonde crise civilisationnelle que nous vivons.* »

Ce point vient à la fin d'une liste de propositions dont la majorité semblent, elles, de nature socialement progressiste ou écologique, même si certains points n'émanent visiblement pas des courants progressistes (« *Frexit* », ou encore : « *Education nationale : exclure toute idéologie de ce ministère..* »).

Le dernier texte pourrait, lui, plus clairement émaner d'un courant de l'extrême droite ou proche d'elle, alors que la première liste – celle des 42 revendications – semble plutôt inspirée de courants clairement extérieurs à l'extrême droite. Mais la confusion qui règne dans une partie des têtes, le fait même que l'immigration soit devenue un sujet de revendication (et de critique publique) dans ces textes, rendent d'autant plus nécessaire et urgente une clarification très nette sur les questions de solidarité, et de non-division de la classe du salariat.

Ce thème du « *problème* » de l'immigration (accouplé par lui-même à celui de « *l'identité* ») a été aussi repris par Emmanuel Macron, dans sa prestation télévisée du 10 décembre dans laquelle il a prétendu répondre aux demandes portées par les Gilets jaunes. En effet, il a osé y glisser cette phrase : « *Je veux aussi que nous mettions d'accord la nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde. Que nous abordions la question de l'immigration. Il nous faut l'affronter.* »

C'est ici une tentative de déplacer le problème et de faire des immigrés les boucs émissaires d'une situation économique et sociale, par laquelle Emmanuel Macron tente d'attraper les courants les plus droitiers au sein d'un mouvement marqué par son hétérogénéité ; mais qui, finalement, ne profitera qu'au RN qui prétendra encore une fois que ses thèses auront été « validées » !

Le spectre du poujadisme

Ces deux dernières semaines, des dizaines de Centres des Finances Publiques ont été bloqués, attaqués et certains victimes d'incendies criminels. Ces actes de dégradations de bâtiments publics et de menaces physiques à l'encontre de fonctionnaires d'Etat rappellent en tous points ceux exécutés par les militants poujadistes dans les années 70 notamment, et repris par la coordination rurale, syndicat proche du RN.

VISA rappelle que l'antifiscalisme prôné par les poujadistes ne vise pas à une meilleure justice fiscale mais à une suppression de l'impôt, en particulier pour les commerçants, dans une logique ultra-capitaliste.

A noter que Jean-Marie Le Pen fut le plus jeune député, en 1956, du parti « Union de Défense des Commerçants et Artisans » (nom officiel du mouvement de Pierre Poujade) et que certains militants de l'UDCA intégrèrent le FN à sa création en 1972.

L'« internationalisation » des gilets jaunes

Sans trop de surprise et d'une façon beaucoup plus claire qu'en France, la Belgique rejoint les « gilets jaunes » avec le soutien affiché de l'extrême droite flamande (le Vlaams Belang, même si le mouvement n'a pas pris dans la partie flamande) et wallonne (le groupe « Nation »). Cependant, dimanche 16 décembre 18, une grande manifestation d'extrême droite – plus de 5.000 personnes contre le « Pacte de Marrakech » - a eu lieu en même temps qu'une contre-manifestation importante, certains porteurs de gilets jaunes ont participé à la manifestation antiraciste.

En Allemagne, dès le 25 novembre 18, des néonazis et des groupes hooligans ont manifesté à Cologne en endossant des gilets jaunes. A la même période, la récupération ouvertement politique du symbole a commencé. Trois mouvements d'extrême droite ont ainsi lancé un «*rassemblement en gilets jaunes*» ce jour-là devant la porte de Brandebourg, en plein centre de Berlin. Les trois organisations à l'origine de la manifestation sont Pegida, le mouvement des «Européens patriotiques contre l'islamisation de l'Occident », le collectif anti-immigration *Zukunft Heimat* (« Avenir patrie ») et le groupe d'opposition à Angela Merkel et surtout à sa politique migratoire *Merkel-muss- weg-Mittwoch*.

Des Bulgares ont manifesté contre la hausse du prix des carburants, le 18 novembre 2018, à Sofia (Bulgarie), et des « gilets jaunes » ont bloqué des grands axes routiers ainsi que des postes-frontières entre la Bulgarie, la Turquie et la Grèce. Dans la capitale, Sofia, des dizaines de manifestants – certains également vêtus en gilets jaunes – ont bloqué des boulevards, en criant des slogans tels que « *mafia !* » et « *démission !* », précise le journal. Des centaines de manifestant-e-s se sont également réunis le 29 novembre dans la même ville, note *Le Figaro*.

En Serbie, un député de l'opposition, Bosko Obradovic, a revêtu ce jour-là un gilet jaune en plein parlement, afin de dénoncer le coût de l'essence dans le pays. « *Nous voulons des prix normaux de l'essence, ou vous aurez des 'gilets jaunes' dans les rues de Belgrade et de Serbie* », a alerté Bosko Obradovic, le leader de la formation de droite nationaliste Dveri.

Les précédents dossiers de VISA

à retrouver sur www.visa-isa.org

N°4 – Mai 2018

Les vrais leurres du faux nouveau FN

N° 3 - Août 2017

Les nouveaux députés FN : Parcours et discours...

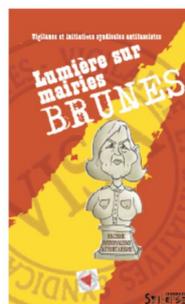
N° 2 - Janvier 2017

FN et Ecole : Les 100 propositions du collectif Racine

N° 1 - Septembre 2015

FN et Lois Macron / Rebsamen : Opposition de façade sur fond nationaliste

Les brochures et les livres de VISA



Pour nous contacter : assovisabis@gmail.com

et aussi sur Facebook et Twitter...

L'extrême droite parie sur un échec du mouvement social des gilets jaunes pour transformer cette colère légitime à son profit !

L'extrême droite « institutionnelle », les groupuscules fascistes et royalistes se moquent éperdument des revendications légitimes des classes populaires leurs but est de contaminer le mouvement en propageant leur idéologie de haine et totalitaire en pariant sur la défaite sociale.

Selon une enquête réalisée par l'institut de sondage IFOP, du 7 au 10 décembre pour l'Opinion, donc avant et après le quatrième samedi de mobilisation des Gilets jaunes, c'est le Rassemblement national qui arrive très largement en tête, avec 24 % d'intentions de vote aux élections européennes !

Notons que dès la publication de ce sondage, la Présidente du RN a appelé à arrêter le mouvement avec pour seule perspective les élections européennes les élections européennes. S'il s'agit ici certes d'un sondage et que c'est donc à prendre avec « des pincettes », il n'en résulte pas moins que c'est un risque bien réel ! L'extrême droite s'est toujours nourrie de nos défaites et de nos divisions !

Il est encore temps d'empêcher cela, dans l'action et dans l'unité, que ce soit sur un rond-point ou sur un piquet de grève !

Il est primordial que les militants syndicalistes redoublent de vigilance face à l'extrême droite, ses sbires et ses idées en continuant à défendre leurs valeurs contre le nationalisme, le racisme, les discriminations et l'exclusion qui sont parties prenantes de leurs combats quotidiens et historiques pour la justice sociale.

